

Crédit Mutuel Antilles Guyane  
(Comptes globalisés)

**RAPPORT DE GESTION**

Exercice clos au 31 décembre 2011

# SOMMAIRE

1- Présentation de l'établissement.....	3
2- Contexte de l'activité	
2-1 Conjonctures économiques en Martinique.....	3
2-2 Conjonctures économiques en Guadeloupe.....	4
2-3 Conjonctures économiques en Guyane.....	5
2-4 Faits majeurs.....	5
3- Activités et résultats du groupe	
3-1 Activité de l'agence caisse fédérale entreprise .....	6
3-2 Activité des caisses locales.....	6
3-3 Résultat du groupe.....	8
3-4 Règlement des fournisseurs.....	9
3-5 Participation et intéressement des salariés.....	9
3-6 Réintégration des frais généraux à la suite d'un redressement .....	9
3-7 Fonds propres.....	9
3-8 Ratio Bâle 2.....	9
3-9 Affectation du résultat.....	9
3-10 Situation du fonds de solidarité.....	9
3-11 Résultats des 5 derniers exercices.....	10
3-12 Rémunérations allouées à l'ensemble des membres des conseils ....	10
4- Gestion des risques	
4-1 Contrôle périodique .....	9
4-2 Risques opérationnels .....	11
4-3 Contrôle Permanent.....	12
4-4 Conformité .....	14
4-5 PCA (Plan de continuité d'activité) .....	14
4-6 Reporting de gestion de bilan .....	15
5- Evénements postérieurs à la clôture et perspectives	
5-1 Evénements postérieurs à la clôture.....	16
5-2 Perspectives et évolutions .....	16

# 1 - Présentation de l'établissement

Le Groupe Crédit Mutuel Antilles-Guyane est affilié à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel.

Il est composé de :

- la Fédération du Crédit Mutuel Antilles-Guyane, association loi 1901 qui exerce un rôle de représentation et de contrôle de toutes les composantes du Groupe ;
- la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Antilles-Guyane, société coopérative à capital variable qui a pour vocation la gestion de la trésorerie de ses adhérents, la mise en place de la logistique permettant le bon fonctionnement des Caisses locales et, la gestion de la clientèle entreprise, via l'Agence Entreprise de la Caisse Fédérale dont le point de vente principal est situé en Martinique et une antenne en Guadeloupe ;
- vingt-trois Caisses locales réparties en Martinique, Guadeloupe, Guyane et Saint Martin.

Le montant du capital social du Crédit Mutuel Antilles-Guyane s'élève à 53 043 k€ dont 10 611 K€ de parts A et 42 432 K€ de parts B.

Chaque caisse locale est gouvernée par un Conseil d'Administration qui se compose de cinq à douze membres pris parmi les sociétaires élus par l'Assemblée Générale. Le nombre total d'administrateurs est de 206 élus. La présidence du groupe est tenue par Monsieur Louis CRUSOL.

Au cours de cette année 2011, Monsieur Alain DELSEYRIES a succédé à Monsieur Alain FRADIN à la Direction Générale du groupe. Localement, la fonction de Directeur Général délégué est assurée par Monsieur Jacques JUSTOU.

Le Groupe Crédit Mutuel Antilles-Guyane compte 302 salariés dont 220 commerciaux, soit 73% de l'effectif total.

## 2 - Contexte de l'activité

### 2-1 Conjoncture économique en Martinique *(source IEDOM)*

L'indice des prix atteint +2% en glissement annuel, après avoir été quasi stable au 4<sup>ème</sup> trimestre.

Avec 41.970 demandeurs d'emploi, l'indicateur de chômage s'établit à 24.9% et le nombre de bénéficiaires des allocations de pôle emploi est en forte progression sur le quatrième trimestre (+12.5%). Sur un an, le nombre de DEFM A (*Demandeur d'Emplois de Fin Mois de catégorie A*) augmente de 3.5% et le nombre d'allocataires de pôle emploi de 11.8%.

La consommation des ménages traduit un comportement de prudence compte tenu de la progression du chômage et de la détérioration de leur situation financière. Le nombre de dossiers déposés à la commission de surendettement a progressé de 23.5% sur un an.

Les ventes de véhicules utilitaires progressent de 10.2% sur un an et les crédits d'équipement augmentent de 3.5%. La situation financière des entreprises est stable sur le 4<sup>ème</sup> trimestre. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire est également stable et le taux de créances douteuses en légère diminution.

Les exportations diminuent de 32.7% sur l'année, impactées par la baisse des exportations de produits pétroliers et, dans une moindre mesure, par celles des produits agricoles.

L'activité du secteur du BTP est favorablement orientée, car les entreprises bénéficient des mises en chantiers des donneurs d'ordres publics sur le 4<sup>ème</sup> trimestre 2011.

Dans son ensemble, le secteur du tourisme bénéficie d'une activité favorablement orientée en raison du report d'une partie de la clientèle du bassin méditerranéen, atteignant son plus haut niveau depuis quatre ans.

## 2-2 Conjoncture économique en Guadeloupe (source IEDOM)

L'indice des prix atteint 1.8% en raison de la hausse des prix de l'énergie (+11.8%) et de l'alimentation (+2.5%).

Fin décembre 2011, Pôle emploi comptabilise 57.030 personnes inscrites, soit +6.3% en rythme soutenu sur un an.

La consommation des ménages au 4<sup>ème</sup> trimestre 2011 est plus dynamique qu'au 3<sup>ème</sup> trimestre, mais reste inférieure en niveau à celle relevée fin 2010.

Sur l'année, les importations de tous les produits destinés aux ménages sont encore en retrait. Le nombre de retraits de cartes bancaires augmente de 3.7% en glissement annuel et le nombre des personnes en interdiction bancaire est quasiment stable sur un an (-0.7%).

Les importations fléchissent au cours du second semestre. Ce repli provient de la baisse des importations de biens de consommation à destination des ménages et de biens d'équipement des entreprises. A l'inverse, les exportations affichent un niveau de croissance élevée, en lien avec la progression des réexportations des produits pétroliers et des exportations de déchets industriels et ménagers.

Sur le quatrième trimestre, l'activité du bâtiment reste bien orientée. Les ventes de ciment se maintiennent et le nombre de permis de construire délivrés pour les logements neufs affiche une hausse significative de 55.4% par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2011.

Dans le secteur du tourisme, le taux de remplissage moyen des hôtels pour la période d'octobre et novembre 2011 s'établit à 52%, en hausse de quatre points sur un an.

L'activité dans le secteur du commerce s'améliore même si les résultats obtenus sont en dessous des attentes. Le commerce automobile affiche un recul de 2.8% par rapport au volume des ventes réalisées au quatrième trimestre 2010. Les prévisions d'investissement restent à la baisse, reflétant encore les interrogations des agents économiques sur l'avenir.

## 2-3 Conjoncture économique en Guyane (source IEDOM)

L'indice des prix à la consommation reste soutenu à +2.2% en glissement annuel, tiré par la hausse des prix de l'ensemble des postes de consommation, notamment des prix de l'énergie et des services.

Le nombre de demandeurs d'emploi continue d'augmenter au 4<sup>ème</sup> trimestre 2011 (+1.5%), touchant essentiellement les femmes de 25 à 49 ans.

Dans le secteur de la construction, l'activité, soutenue par des projets liés à la construction de logements sociaux et à l'aménagement du territoire, s'est fortement améliorée en fin d'année.

L'activité du commerce est en hausse. On relève également une amélioration des délais de paiement et des trésoreries. Cette activité devrait se maintenir et les prévisions d'investissements sont relativement optimistes.

L'activité du tourisme continue à être porteuse à la fin du 4<sup>ème</sup> trimestre même si le rythme de progression ralentit.

Les services marchands quant à eux restent moroses à fin 2011. Un regain du courant des affaires est cependant attendu pour le début de l'année 2012.

## 2-4 Faits majeurs

Les faits marquants de l'exercice sont les suivants :

- Le lancement de la commercialisation des Assurances du Crédit Mutuel ;
- L'inauguration du nouvel espace des Mangles Acajou, regroupant l'agence d'Acajou, l'agence de professionnels, le Crédit Mutuel Enseignant ;
- L'ouverture de la cinquième caisse Guadeloupéenne au Moule ;
- L'ouverture de la CCM de Sainte-Luce après scission de la caisse de Place d'arme ;
- Le contrôle du CMAG par l'ACP en fin d'année pour une durée de trois mois ;
- La poursuite des travaux à l'agence de Rémire – Montjoly.

## 3- Activités et résultats du groupe

### 3-1 Activité de l'agence caisse fédérale entreprise Martinique

L'agence Entreprise de la Caisse Fédérale, composée de 10 salariés dont 2 basés en Guadeloupe, vient en soutien des caisses locales sur le marché des professionnels, gère les entreprises de plus de 1,5 M€ de chiffres d'affaires et détient l'exclusivité du financement des promotions immobilières.

L'encours des engagements s'élève à 206 M€ dont 170 M€ de crédits professionnels amortissables.

L'encours d'épargne totale de l'agence s'élève à 63 M€, dont 34 M€ logés en comptes courants et 21 M€ placés sur des comptes à terme.

Le coût du risque a connu une nette dégradation. Les dotations de l'année augmentent de 18% et les reprises diminuent de 20 %. Le coût du risque est une dotation nette de 204 K€ au 31/12/2011 contre une reprise nette de 566 K€ au 31/12/2010.

### 3-2 Activité des caisses locales

- Engagements

Le montant des crédits accordés est en progression de 4 % par rapport à 2010 pour se fixer à 255 M€.

L'encours des crédits à l'habitat progresse de 5.4 %, pour atteindre 818 M€, soit 68 % de l'encours des crédits amortissables. Les débloqués augmentent de 8.6% sur un an. Cette activité a bénéficié d'un taux de production moyen en 2011.

Les crédits à la consommation et renouvelables connaissent un développement moins favorable avec 0.25 % de taux de croissance pour atteindre 210 M€.

Le niveau de production des crédits à l'équipement progresse lentement (34.7 M€) soit 2.6% de plus qu'en 2010. L'encours des crédits à l'équipement s'élève à 168 M€ à fin 2011.

La recrudescence des demandes de renégociations s'est poursuivie au cours de l'année 2011 pour atteindre 16.1 M€ contre 15.9 M€ en 2010.

- Epargne

L'encours d'épargne totale a progressé de 2.5% pour atteindre 1,270 Mrd €.

La collecte des dépôts sur livrets se fixe à 3.1 M€ contre une décollecte de 11.4 M€ à fin 2010. Par ailleurs, l'épargne logement poursuit sa décrue (-83% de collecte) depuis l'entrée en

vigueur de la réforme de la rémunération des PEL le 1<sup>er</sup> mars 2011, limitant ainsi la progression de son encours à 2.7%.

L'encours du livret bleu augmente timidement, (+1.57% sur un an), malgré la revalorisation successive du taux réglementé de 0.25 point en février et août 2011. L'année 2011 s'achève ainsi en décollecte de 354 K€.

Les comptes à terme et les bons progressent de 6.8% en rythme soutenu, pour atteindre 316 M€.

L'épargne financière, connaît une année très difficile en raison de la moindre collecte des parts B (+3.3% d'évolution de son encours en 2011 contre +21.2% en 2010).

Les OPCVM perdent plus de la moitié de leurs encours principalement localisés sur la CCM de Saint-Martin (11.67 M€ fin 2011).

La collecte de l'assurance vie est réduite de moitié (+3.2% par rapport à 2010) du fait d'un rendement proposé moins attractif. L'encours de l'assurance vie se fixe à 178.5 M€.

- Commissions

Au 31/12/2011, le montant net des commissions est de 22.5 M€, en progression de 2.5% par rapport à fin 2010.

Les commissions IARD affichent une hausse de 22.6% en raison de la commercialisation des produits des Assurances du Crédit Mutuel en janvier 2011.

Les commissions d'assurance vie, en lien avec la collecte de l'année affichent une baisse de 5.1% par rapport à 2010.

Les commissions de crédits retrouvent des couleurs compte tenu du redémarrage de la production de crédits au cours du second semestre, et progressent de 5% sur un an.

Les commissions de services et les commissions financières affichent un taux de croissance annuel dynamique, respectivement de +11.6% et +13%.

A noter que les commissions sur autres moyens de paiement connaissent un développement moins favorable avec une régression de 3.7% par rapport à l'an dernier.

- Frais généraux

Les frais généraux sont en hausse de 5.3% par rapport à l'an dernier pour atteindre 33.7 M€.

Les frais de personnel augmentent de 8.6% en rapport avec la création des nouvelles agences.

Les frais d'informatique et de télécommunication, les frais de déplacement et mission, ainsi que les autres charges de fonctionnement sont en diminution par rapport à l'exercice 2010.

- Coût du Risque

Le coût du risque se dégrade (+ 23.8% sur un an), passant de 2.9 M€ en 2010 à 3.5 M€ en 2011.

La charge nette sur crédits progresse peu (+2.68 % sur un an), tandis que la charge nette sur provisions actuarielles passe d'une reprise de 20 k€ en 2010 à une dotation de 751 k€ en fin 2011.

Le montant des créances passées en pertes au cours de l'année 2011 s'élève à 2.264 k€ dont 308 k€ non couvertes par des provisions.

### 3-3 Résultat du groupe

Le produit net bancaire est de 78 M€ contre 75.4 M€ en 2010 soit une augmentation de 3.5%

La marge nette d'intérêt reste stable sur un an à 49 M€ (+1.25% par rapport à 2010).

Les charges financières nettes liées aux swaps emprunteurs taux fixe régressent de 1 M€ passant de 3.7M€ en 2010 à 2.8M€ en 2011 améliorant d'autant la marge financière.

Les commissions progressent globalement de +3.5% à 26 M€ contre 25 M€ en 2010.

Les frais généraux s'élèvent à 41 M€, soit une augmentation de 4.4% par rapport à 2010. Ils se composent des frais de personnel net pour 24.3 M€, (+5.4%, 23 M€ en 2010) et des autres frais généraux pour 16.6M€ en progression de 2.99% sur un an.

Il en résulte un résultat brut d'exploitation de 37 M€, en hausse de 2.4 %.

Le coefficient d'exploitation s'améliore (52.5 % au 31/12/2011 contre 54.85% au 31/12/2010)

Le Groupe accuse un coût du risque, hors provisions forfaitaires sur crédits, de 4 M€ contre 2 M€ en 2010. Le montant des créances douteuses et litigieuses s'élève à 95 M€, soit 6.9% de l'encours crédit (stable par rapport à 2010). Le taux de couverture des créances douteuses est de 48.4 % contre 48.9% en 2010.

La MNA, résultante d'une bonne année 2011, s'élève à 21 M€, en diminution de 3.1% par rapport à l'année 2010.



### 3-4 Règlement des fournisseurs

Le règlement des fournisseurs s'effectue en fin de mois.  
Les dettes fournisseurs au 31/12/2011 s'élèvent à 111 K€.

### 3-5 Participations et intéressement des salariés

L'enveloppe de l'intéressement et de la participation allouée aux salariés au titre de l'exercice 2011 s'élève à 1 497 K€.

### 3-6 Réintégration des frais généraux à la suite d'un redressement

En 2011, il n'y a pas eu de réintégration de frais généraux à la suite d'un redressement fiscal.

### 3-7 Fonds Propres

Les fonds propres du groupe au 31 décembre 2011 s'élèvent à 226 M€.

Le montant de nos exigences de fonds propres Bâle II est de 71 M€ contre 67 M€ à fin 2010.  
Elles se décomposent ainsi :

- 34.9 M€ au titre du risque de crédits ;
- 29.2 M€ au titre des exigences transitoires ;
- 6.8 M€ au titre du risque opérationnel.

### 3-8 Ratio Bâle 2

Le ratio de solvabilité (Bâle II) est de 25.38% à fin 2011 (+0.99 point par rapport au 31/12/2010).

### 3-9 Affectation du résultat de l'exercice

Le bénéfice de l'exercice 2011 s'élève à 11 684 K€ et sera réparti comme suit :

- 10 103 K€ en réserves ;
- 126 K€ en report à nouveau ;
- 1 455 K€ en intérêts de parts B.

### 3-10 Situation du fonds de solidarité

Le fonds de solidarité a reçu 611 K€ de remboursement et décaissé 667 K€ pour les 3 caisses déficitaires. L'encours des 6 caisses adhérentes au fonds au 31 décembre 2011 s'élève à 2 945 K€.

Montant en Euros

Caisses locales	ENCOURS	DEMANDES	ENCOURS	DEMANDES	REMBOURS.	ENCOURS	DEMANDES	REMBOURS.	ENCOURS
	AU 31.12.08	2009	AU 31.12.09	2010	2010	AU 31.12.10	2011	2011	31.12.11
Le Marin	130 000	255 000	385 000	0	351 900	33 100	0	33 100	0
Enseignant	1 091 600	35 700	1 127 300	0	52 300	1 075 000	0	194 300	880 700
Le François	578 300	147 000	725 300	0	161 600	563 700	0	159 500	404 200
Le Gosier	474 100	83 000	557 100	84 300	0	641 400	0	224 000	417 400
Sainte-Rose				447 600	0	447 600	353 000	0	800 600
Basse Terre				128 500	0	128 500	236 500	0	365 000
Le Moule							77 300		77 300
<b>TOTAL</b>	<b>2 274 000</b>	<b>520 700</b>	<b>2 794 700</b>	<b>660 400</b>	<b>565 800</b>	<b>2 889 300</b>	<b>666 800</b>	<b>610 900</b>	<b>2 945 200</b>

Les jeunes caisses ont bénéficié de la rétrocession de leurs intérêts à hauteur de 153.5 K€, répartis entre intérêts sur avance d'investissement et intérêts sur avance de démarrage. Quatre caisses ont bénéficié de la bonification d'un montant global de 400 K€.

Montant en Euros

Caisses locales	Avances de démarrage	Avances d'investissement	Total avances	Rétrocessions avances	Bonifications	Total rétrocessions + bonifications
Le Robert	37 390	22 328	59 718			0
Enseignant	39 375	24 375	63 750		120 000	120 000
Le François	39 375	24 375	63 750			0
Sainte Luce	0	0	0			0
La jaille	62 317	22 328	84 644			0
Le Gosier	52 500	24 375	76 875		80 000	80 000
Sainte-Rose	39 375	24 375	63 750	63 750	80 000	143 750
Basse Terre	52 500	24 375	76 875	76 875	120 000	196 875
Le Moule	8 774	4 074	12 848	12 848		12 848
<b>Total ccm</b>	<b>331 605</b>	<b>170 604</b>	<b>502 209</b>	<b>153 472</b>	<b>400 000</b>	<b>553 472</b>

### 3-11 Résultats des cinq derniers exercices

Années	2011	2010	2009	2008	2007
Résultat en k€	11684	12 229	7 120	10 645	7 130

### 3-12 Rémunérations allouées à l'ensemble des membres des conseils d'administration.

Le montant global des rémunérations allouées à l'ensemble des membres des organes d'administration est de 56 k€.

## 4 - Gestion des risques

La cohérence de l'ensemble du dispositif de contrôles qui regroupe le contrôle périodique, le contrôle permanent et la fonction conformité est assurée par le Comité de Contrôle des Risques et des Comptes, représentant les organes de contrôle de la Fédération Antilles Guyane.

### 4-1 Contrôle périodique

Les principales missions assurées par l'Inspection Fédérale sont le contrôle annuel des comptes des CCM, les révisions des CCM et les missions transversales qui recouvrent principalement les audits des services du siège.

Les travaux de vérification des déclassements et provisions pour les comptes de 2011 ont été menés dans 8 CCM dont la sélection est intervenue sur la base de divers indicateurs « risques ».

La révision d'une Caisse est un contrôle approfondi portant sur tous les risques auxquels une CCM peut être confrontée et les mesures en place pour les prévenir. Ce contrôle est réalisé tous les quatre ans dans chaque entité du réseau.

Les CCM suivantes ont été révisées au cours de l'exercice 2011 :

- Le crédit social ;
- La coopérative de crédit du nord ;
- Fort de France centre ;
- La Jaille.

Les services fédéraux suivants ont été audités au cours de l'exercice 2011 :

- Engagement sur la gestion des comptes des salariés.
- Comptabilité et le contrôle de gestion.
- Moyens généraux sur la sécurité.

### 4-2 Risque Opérationnels

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, le groupe CM-CIC est autorisé à utiliser son approche de mesure avancée pour le calcul des exigences de fonds propres réglementaires au titre du risque opérationnel, sur le périmètre consolidé.

Le dispositif de mesure et de maîtrise des risques opérationnels s'appuie sur un référentiel commun (nomenclature des risques opérationnels) et sur des cartographies des risques réalisés par ligne de métier, objet et type de risque en étroite relation avec les Directions

fonctionnelles. Celles-ci instituent un cadre normé pour l'analyse de la sinistralité et conduisent à des modélisations à dire d'experts confrontées à des estimations probabilistes basées sur des scénarios.

S'agissant des opérations prises en compte dans la gestion des risques opérationnels, une procédure générale de collecte des sinistres a été formalisée au niveau du Groupe CM-CIC. Sur cette base, les gestionnaires de risque opérationnel (GROP) sont alertés lors de la survenance d'un incident, d'un sinistre, d'un manque à gagner, d'un remboursement de trop perçu sur un client ou une contrepartie ou d'une erreur positive. Seules les pertes, les erreurs positives ou les manques à gagner supérieurs à 1.000 euros sont exploités pour l'analyse et les modélisations.

Le Groupe CM-CIC dispose d'une équipe dédiée qui coordonne et consolide l'ensemble du dispositif et anime les gestionnaires des risques opérationnels des groupes régionaux.

La fonction régionale, est animée localement par Danielle CHARLERY et s'articule autour de trois domaines :

- Le recensement et l'analyse des sinistres ;
- L'animation de la gestion des risques opérationnels au sein du CMAG et la participation au Comité technique ;
- Les travaux de cartographies de risques à dire d'expert et les travaux de quantification des risques de gravité via la modélisation probabiliste.

#### 4-2-1 Evaluation du risque opérationnel

Au 31.12.2011, le total des pertes et des provisions nettes liées aux risques opérationnels est en diminution, 77 K€ contre 636 K€ à fin 2010.

Le CMAG reste majoritairement sensible :

- A la fraude externe ;
- Aux risques d'erreur sur la banque de détail ;
- Aux risques en lien avec les ressources humaines, bien que ces derniers s'inscrivent en net retrait par rapport à la situation atypique connue en 2010.

Le seuil réglementaire de déclaration à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et à la CNCM pour tous les sinistres est fixé à 0,5% des fonds propres de base, soit pour le CMAG un seuil de 1 028 K€.

Les entités du CMAG informent au fil de l'eau leur organe exécutif dès lors que le sinistre atteint 10 K€ et l'organe délibérant dès lors que le sinistre atteint 50 K€.

Au titre de l'exercice 2011, deux déclarations ont été faites à l'organe de contrôle, et quatre à l'organe exécutif.

L'exigence de fonds propres au 31/12/2011 est de 6.8 M€ pour Crédit Mutuel Antilles Guyane.

#### 4-3 Contrôle Permanent

Le contrôle permanent assure les contrôles de deuxième niveau sur :

- la qualité du contrôle interne de premier niveau ;
- le risque de contrepartie ;
- les comptes internes du réseau ;
- le respect des procédures jugées prioritaires ;
- des procédures réglementaires Bâle 2.

#### 4-3-1 Qualité du contrôle interne de premier niveau

Au niveau des caisses locales :

Des domaines de contrôle ressortent en défaut du point de vue de la qualité globale de la restitution :

- Organisation ;
- Règlementation.

Au second degré :

Le taux de justification atteint un niveau globalement satisfaisant, avec 94% de remplissage sur l'exercice 2011, soit une amélioration de 8 points par rapport à 2010.

#### 4-3-2 Risques de contreparties

Le tableau de suivi des entités en risque révèle une situation au 31/12/2011 moins favorable que celle du 31/12/2010.

Les différents critères examinés sont :

- Impact risques de l'année ;
- Proposition de nouvelles créances ;
- Alertes avant déclassement ;
- Déclassés obligatoires ;
- Pourcentage des clients contentieux ;
- Engagement des clients contentieux ;
- Prêts avec incident (nombre et encours) ;
- Prêts récents avec incident (nombre et encours) ;
- Débiteurs en dépassement (nombre et encours).

#### 4-3-3 Procédure réglementaire Bâle II

De manière générale, l'information transmise à la Direction Générale ainsi qu'au Conseil d'Administration de la Fédération peut être considérée comme fiable. La complétude de l'information sera atteinte lorsque les tableaux de bord émis par la Confédération, seront communiqués au Conseil d'Administration, selon une périodicité semestrielle à minima. La couverture du risque de défaut d'information des organes de direction peut être considérée comme satisfaisante.

#### 4-4 Conformité

Le code de déontologie a été révisé en 2011 et la communication a été faite à l'ensemble des salariés.

La mise à jour des contrats des activités externalisées a été effectuée et les contrats manquants collectés.

Les fiches et documents de veille réglementaire concernant la Fédération Antilles Guyane ont été présentés au Comité de Contrôle des Risques et de Comptes.

Les nouveaux produits commercialisés au Crédit Mutuel Antilles Guyane ont été présentés en CCRC, et validés sans modifications.

La saisie des réclamations de la clientèle se fait au fil de l'eau.

La carte définitive de l'AMF a été reçue pour les services d'investissement.

La révision du prospectus Parts B sera faite au cours du premier semestre 2012.

Les rapports et questionnaires AMF ont tous été remplis et envoyés.

Le contrôle des CCM est réalisé tout au long de l'année par sondage et les traitements s'améliorent.

La convention de service pour la Lutte Anti Blanchiment (LAB), en application de l'article 37-2 du CRBF a été rédigée entre CM10 et le CMAG.

Le tableau de pilotage de la LAB est désormais disponible dans le dossier permanent informatisé (Déc. 2011) et sera dorénavant utilisé afin de permettre le contrôle et la rédaction des commentaires du portail de contrôle interne.

Aucun risque n'a été détecté via les différentes applications BOP, SUMO ou CAD.

Sur 14 déclarations de soupçons, une seule a généré une déclaration Tracfin.

Une nouvelle formation TRACFIN ATHENA est en ligne et devra être suivie par l'ensemble du personnel.

#### 4-5 Plan de Continuité de l'Activité

Les PCA personnalisés ainsi que les PCA type sont disponibles sous le serveur commun.

Il n'y a pas eu de convocation du comité de crise ni de la cellule de crise sur l'exercice 2011.

## 4-6 Reporting de gestion de bilan.

### 4-6-1 Liquidité

L'écoulement du stock continue à générer des besoins de liquidité jusqu'à 3 ans. Les ratios cibles sont respectés sur toutes les périodes.

### 4-6-2 Impasse de taux statique

L'impasse taux fixe traduit un risque à la hausse des taux de 6 mois à 5 ans. Au-delà de 5 ans, il existe un risque lié à la baisse des taux.

Entre 3 et 7 ans, l'impasse est inférieure à la limite de 2 fois le PNB (soit 156 M€).

### 4 6-3 Sensibilités du PNB

Pour une variation des taux de marché de 1% et de l'inflation de 0,33%, le CMAG affiche une sensibilité à la baisse des taux sur les deux premières années.

Selon le scénario de hausse de 1% des taux de marché et de 0,33% de l'inflation, la sensibilité relative au PNB prévisionnel est de +0,72% à 1 an et de +1,17% à 2 ans contre respectivement +0,32% et +1,06% à fin septembre 2011. L'impact sur le PNB prévisionnel serait un gain de 0,6 M€ la première année et de 0,9 M€ la deuxième année.

### 4-6-4 Sensibilité Bâle II du banking book

La sensibilité de la Valeur Actuelle Nette à une hausse des taux de 2% atteint -5,45% des fonds propres réglementaires (Tier 1&2), pour une limite Bâle II de 20%, soit -13 M€.

## 5- Evénements postérieurs à la clôture et perspectives

### 5-1 Evénements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'événement significatif, postérieur à la clôture des comptes de 2011.

### 5-2 Perspectives et évolutions

Dans la continuité des réflexions entamées au cours de l'exercice 2011, l'année 2012 sera ponctuée par l'implantation d'une nouvelle caisse locale en Guadeloupe dans la ville de Pointe à Pitre. Les travaux de la construction de la nouvelle agence de Basse-Terre commenceront en vue d'une livraison en début 2013, le projet de la caisse des Abymes restant toujours à l'étude.

En Guyane, le nouveau bureau de Rémire-Montjoly ouvrira ses portes en fin d'année, et la construction d'une nouvelle agence au site dit « Eau Lisette » en remplacement du bâtiment de l'agence de Lalouette débutera en 2012 pour une livraison en fin 2013. Le site actuel de l'agence de Lalouette devra être à terme transformé en libre service bancaire (LSB). Des réflexions seront également menées en vue de l'implantation dans d'autres villes du département de la Guyane.

En Martinique, la modernisation des agences du centre ville de Fort de France, dans la perspective de futur déménagement et l'aménagement de nouveau LSB, constituera l'axe prioritaire de réflexion. Le développement du marché des grandes entreprises pourrait aussi se poursuivre, à condition toutefois qu'une réelle volonté, tant de l'opérationnel que du politique, en donne l'impulsion. Différents axes de développement dans ce domaine peuvent être envisagés comme l'éventuelle implantation de la BECM dans des conditions d'exploitation à définir au préalable.

Sur l'ensemble du groupe, la priorité sera donnée à la reconquête des parts de marchés perdues dans l'activité crédits à l'habitat sur la Martinique et stagnantes sur la Guadeloupe par l'attribution de nouvelles conditions clientèle liées à une réactivité du réseau bien supérieure à celle en vigueur actuellement. Conjointement, l'accent sera mis sur la gestion de patrimoine via AGIMMO, la commercialisation des TPE et le développement de l'épargne salariale dans les grandes entreprises locales. Les assurances lancées en début 2011 feront l'objet d'un suivi attentif de façon à pérenniser le volume d'affaires déjà en cours.

La formation demeure la priorité du Groupe Crédit Mutuel Antilles Guyane, et l'année 2012 y sera consacrée, par le renforcement des formations métier (chargé de clientèle particulier, responsable commercial, conseiller accueil et chargé de clientèle professionnelle). Des formations spécifiques sur des sujets tels que la lutte anti blanchiment et la lutte contre la fraude fiscale seront également dispensées afin de satisfaire aux exigences réglementaires.



En application du règlement n° 94.03 du Comité de la réglementation Bancaire et Financière, le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège de la fédération sise Rue du Professeur Raymond Garcin 97200 Fort de France.